

# Matraqué, Charles Michel campe sur sa ligne de défense

## LE RÉSUMÉ

Le Premier ministre a fait face au feu nourri de l'opposition hier à la Chambre.

Son leadership a une nouvelle fois été mis en cause suite à la crise des expulsés soudanais.

Le MR maintient ses arguments en attendant les résultats d'une enquête sur les expulsions incriminées.

MATHIEU COLLEYN

Il est toujours délicat, voire dangereux pour un politique, d'être attaqué sur le plan de la morale et de l'éthique. A fortiori lorsqu'il est question d'un texte aussi essentiel que la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est bien ce que fait vivre la crise soudanaise au Premier ministre. Charles Michel répondait hier aux questions et attaques de l'opposition concernant les expulsions de ressortissants soudanais organisées à la suite d'une mission d'identification menée en

collaboration avec les autorités en place là-bas. Pour rappel, des témoignages font état de maltraitements subies par certains d'entre eux à leur retour. Et Omar el-Bechir, président soudanais, est poursuivi pour crime contre l'humanité par la Justice internationale, fait valoir l'opposition alors qu'un vif débat agite les esprits autour du respect de l'article 3 la Déclaration universelle stipulant que personne ne peut être soumis à des actes de torture.

## Où est le Premier?

Olivier Maingain (DéFI) en a fait une question de principe demandant au gouvernement Michel de mettre fin à la collaboration avec cette dictature et de suspendre toute forme de rapatriement risquant d'entraîner une violation de l'article 3. Ce qui serait le cas pour le Soudan. Cela même si, comme lui répond Charles Michel, d'autres pays européens rapatrient également vers le Soudan. «On ne dissimule pas sa lâcheté derrière celle des autres», a répliqué le président de DéFI. Le PS, via la députée Julie Fernandez Fernandez, est revenu sur le «mensonge» du secrétaire d'Etat

à la Migration Theo Francken et sur l'information «incomplète» fournie et au Parlement et au Premier ministre. Benoît Hellings (Ecolo) a accusé le MR de renier ses propres valeurs alors que pour l'opposition cdH, Georges Dallemagne mettait le doigt ou ça fait mal: l'état d'avancement de l'enquête annoncée par Charles Michel sur le sort des Soudanais expulsés. «Il n'y a pas d'enquête», a-t-il martelé. Même Patrick Dewael s'y est mis. Le député Open-Vld, parti de la majorité, a fustigé l'exploitation du dossier par Theo Francken dont la communication a, estime-t-il, pour unique but d'attirer les électeurs de l'extrême droite vers la N-VA. Cette exploitation a en tout cas pour effet de mettre à mal le leadership de Charles Michel volontiers dépeint comme l'otage de son allié nationaliste.

Stoïque, le Premier ministre s'est contenté de répondre que dans une matière aussi sensible, la communication devait elle aussi se montrer nuancée. Il a convoqué son secrétaire d'Etat pour tenter (à nouveau) de le lui faire comprendre ce vendredi matin, annonce l'agence

Belga.

## Mauvaise séquence

Pour le reste, le discours du Premier a repris point par point les axes de défense avancés par le MR depuis

plusieurs jours. Un, d'autres pays européens pratiquent les rapatriements vers le Soudan, parfois en collaborant avec le régime. Deux, il faut attendre les résultats de l'enquête indépendante demandée au CGRA pour faire la lumière sur les faits. Ils sont attendus d'ici la fin du mois, a répété Charles Michel.

Circulez donc, et si possible avec les «procès à l'emporte-pièce» de certains membres de l'opposition. De toute façon au MR, on considère que Bart De Wever a écarté le danger pour la stabilité gouvernementale en indiquant que Theo Francken ne démissionnerait pas quoiqu'il arrive. Les libéraux font le gros dos en sentant que la séquence n'est pas idéale pour leur leader. Même si l'affirmation d'une ligne plus dure en matière d'immigration n'est pas pour déplaire à l'intérieur du MR.

**«On ne dissimule pas sa lâcheté derrière celle des autres...»**

**OLIVIER MAINGAIN**  
DÉPUTÉ ET PRÉSIDENT DE DÉFI

## **ENERGIE**

### **UNE NOUVELLE CENTRALE NUCLÉAIRE?**

Les écologistes en sont tombés de leur siège. Tout en s'emparant de l'information pour s'en prendre de plus belle au gouvernement. Alors que la Chambre s'apprêtait à débattre du Pacte énergétique qui, lui aussi, donne des sueurs froides à Charles Michel, La Libre évoquait une piste pour le moins surprenante envisagée par le gouvernement: **la construction d'une nouvelle centrale nucléaire**. Faut-il rappeler que la loi fait **sortir la Belgique** de ce mode de production d'énergie en **2025**? On le sait, cet objectif est aujourd'hui **contesté par la N-VA** qui, de ce fait, a refusé de marquer son accord sur un texte de Pacte énergétique pourtant approuvé par les quatre ministres de l'Energie du pays. Nouveau camouflet pour Charles Michel qui, en core une fois doit **jouer les contorsionnistes pour ne pas perdre la face**. Une nouvelle centrale? Une piste **«tout à fait théorique tenant compte d'hypothèses minimaliste et maximaliste»**, relayait jeudi soir l'agence Belga qui avait pris ses renseignements auprès du gouvernement. Depuis le «niet» de la N-VA, des calculs sont en cours, les nationalistes ayant demandé de nouvelles évaluations quant aux objectifs de garantie d'approvisionnement du pays en électricité et en termes de coûts. L'université de Gand et le Bureau du plan ont été sollicités pour évaluer l'impact des différents scénarios étudiés.